**Remplacements et extensions ordinaires des réseaux
des Services industriels**

Crédits-cadre annuels 2007

Préavis N° 2006/58

Lausanne, le 19 octobre 2006

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du préavis

Par le présent préavis, la Municipalité sollicite l'octroi, pour l'exercice 2007, d'un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 18'300'000 francs destiné à couvrir les frais de remplacement et d'extension des différents réseaux de distribution des Services industriels (SIL).

2. Préambule

Pour éviter une inflation de préavis, permettre une plus grande rapidité d'intervention en supprimant les délais d'obtention de crédits spécifiques et offrir la souplesse d'intervention nécessaire pour faire face aux circonstances imprévisibles et aux cas d'urgence, les SIL présentent une demande groupée de crédits annuels.

Par « remplacements et extensions ordinaires », il faut entendre l'ensemble des travaux accomplis annuellement sur les réseaux de distribution (gaz, chauffage urbain, électricité et multimédia). Ils peuvent se résumer comme suit :

- remplacement d'installations vétustes ou de calibre insuffisant ;
- modifications et prolongements de tracés ;
- pose de nouvelles conduites ;
- remplacement et modification de l'éclairage public.

Les montants alloués pour les remplacements et extensions ordinaires sont considérés comme des crédits-cadre, subdivisés en sous-crédits distincts, qui sont ouverts en fonction des différents travaux à entreprendre durant l'année. L'ouverture d'un sous-crédit à valoir sur le crédit de réfection et d'extension d'une année échue n'est pas autorisée. Les sous-crédits sont exploités comme des crédits d'investissement.

3. Situation des crédits-cadre annuels ouverts au 30 septembre 2006

3.1. Remarques préliminaires

Certains chantiers, ouverts pour les plus anciens depuis 2002, ne seront achevés qu'en 2007, voire en 2008. L'utilisation prolongée sur plusieurs années de certains sous-crédits s'explique principalement par les raisons suivantes :

- les travaux correspondant à des demandes de sous-crédits formulées en fin d'année ne peuvent être achevés que l'année suivante ;
- certains chantiers, en raison de leur taille ou des conditions de travail rencontrées sur le terrain, peuvent être retardés de plusieurs années ;
- les travaux qui impliquent le concours de plusieurs administrations et entreprises privées (État, communes, Swisscom, etc.) sont fréquemment ajournés pour une raison propre à l'un ou l'autre de ces intervenants ;
- enfin, les retards apportés dans la construction de bâtiments ou de lotissements obligent régulièrement les SIL à reporter les travaux de raccordement prévus pour leur alimentation en énergie.

Pour la forme, notons encore que tous les montants qui figurent ci-dessous sont libellés en francs.

3.2. Service du gaz et du chauffage à distance

3.2.1. Distribution de gaz

Année	Crédit octroyé	Montants payés et engagés	Remarques
2003	7'100'000.-	6'949'226.-	
2004	¹ 6'600'000.-	6'240'160.-	
2005	² 8'380'000.-	8'366'139.-	
2006	10'200'000.-	6'282'026.-	

¹ y compris crédit complémentaire de 1'500'000 francs, préavis n° 2004/28 du 1^{er} juillet 2004

² y compris crédit complémentaire de 880'000 francs, préavis n° 2005/69 du 22 septembre 2006

3.2.2. Contracting énergétique

Année	Crédit octroyé	Montants payés et engagés	Remarques
2005	500'000.-	64'696.-	Projets retardés à Vers-chez-les-blanc suite à des oppositions lors de la mise à l'enquête.
2006	100'000.-	.-	Retards dus à la réélaboration avec les différents intervenants des projets à Vers-chez-les-Blanc.

3.2.3. Chauffage à distance

Année	Crédit octroyé	Montants payés et engagés	Remarques
2003	1'400'000.-	1'047'870.-	
2004	1'800'000.-	1'775'199.-	
2005	2'200'000.-	2'177'161.-	
2006	5'000'000.-	2'990'892.-	

3.3. Service de l'électricité

Les crédits octroyés et les montants payés et engagés du service de l'électricité comprennent les frais de personnel et les intérêts intercalaires. Cette manière de procéder est indispensable pour la détermination de la rémunération de l'acheminement de l'énergie (timbre d'acheminement).

Année	Crédit octroyé	Montants payés et engagés	Remarques
2002	¹ 4'800'000.-	8'316'193.-	Les frais de personnel et les intérêts intercalaires n'étaient pas encore prévus dans le crédit alloué.
2003	9'700'000.-	8'859'995.-	Les frais de personnel prévus pour un montant de 4'269'000.- ont été surévalués.
2004	7'750'000.-	6'609'484.-	Les frais de personnel prévus pour un montant de 3'411'000.- ont été surévalués.
2005	² 8'620'000.-	6'484'177.-	Les frais de personnel prévus pour un montant de 2'140'000.- ont été surévalués.
2006	7'700'000.-	4'576'492.-	

¹ Ce crédit ne comprend pas les frais de personnel et les intérêts intercalaires.

² y compris crédit complémentaire de 870'000 francs, préavis n° 2005/69 du 22 septembre 2005

3.4. Service du multimédia

Année	Crédit octroyé	Montants payés et engagés	Remarques
2003	1'400'000.-	1'272'637.-	
2004	1'400'000.-	953'608.-	Relevons notamment qu'un investissement de 150'000.- à Savigny en partenariat avec Romande Energie ne s'est finalement pas fait, le coût des raccordements finaux s'avérant trop élevé.
2005	1'400'000.-	1'238'230.-	
2006	1'500'000.-	1'381'193.-	

4. Extensions ordinaires 2007

L'ouverture ou non des chantiers d'extension est tributaire des décisions prises par les différents services des SIL, la direction des Travaux, les communes alimentées en énergies, l'Etat de Vaud et Swisscom.

Les facteurs qui influenceront probablement sur les décisions en 2007 sont les suivants :

- les différents programmes des administrations et des entreprises privées relatifs aux travaux de fouilles à exécuter ;
- l'avancement des études ;
- la disponibilité du personnel ;
- les modifications de tracés ;
- les demandes imprévisibles de raccordements d'immeubles ou de lotissements ;
- la réfection des chaussées.

Ces facteurs d'incertitude rendent très aléatoire une planification détaillée. Dans ces conditions, la Municipalité renonce à présenter une liste exhaustive des chantiers prévus et sollicite de votre Conseil les crédits globaux suivants :

Service du gaz et du chauffage à distance

Réseau de distribution du gaz

Remplacements de canalisations :

- à Lausanne	2'290'000.-	
- hors Lausanne	<u>3'870'000.-</u>	6'160'000.-

Poses de nouvelles canalisations :

- hors Lausanne		1'965'000.-

Station de remplissage au gaz naturel carburant :

- Blécherette		<u>375'000.-</u>

Total		<u><u>8'500'000.-</u></u>

Réseau du chauffage urbain

Remplacements de canalisations à Lausanne		1'100'000.-

Raccordements d'immeubles à Lausanne		<u>4'900'000.-</u>

Total		<u><u>6'000'000.-</u></u>

Les SIL ont déjà à leur actif la réalisation de deux stations de remplissage au gaz naturel carburant (GNC) - la première à Perrelet, la seconde à l'avenue de la Borde. En 2006, les SIL ont présenté à Gaznat trois nouveaux projets et ont obtenu trois subventions pour un montant global de 294'000 francs, deux pour l'année en cours et une pour 2007. La présentation d'un préavis spécifique, comme il était initialement prévu, ne permettait pas de commencer les travaux en 2006, ce qui constituait une des conditions d'obtention des deux premières subventions de Gaznat.

Pour éviter de perdre ces subventions, la Municipalité a autorisé le financement de l'équipement des deux premières stations - la station Agip de l'avenue de Rhodanie 68 et le garage Emil Frey à Crissier -

par les crédits d'extensions ordinaires 2006 du réseau du gaz. Elle a estimé que cette opération était conforme à l'esprit de ce crédit-cadre destiné à entretenir et *valoriser* les réseaux des SIL.

Le développement du GNC représente en effet une opportunité en terme de nouveaux marchés pour les SIL. A titre d'exemple, la consommation de deux voitures alimentées au gaz naturel, parcourant 15'000 km et consommant 8 l/100 km, équivaut à la consommation d'une villa pendant une année. L'implantation de stations de remplissage permet donc de concilier des préoccupations environnementales - les véhicules fonctionnant au GNC sont peu polluants - et économiques.

Cette opération de financement par les crédits d'extensions ordinaires 2006 a été rendue possible parce que les travaux réalisés cette année sur le réseau du gaz ont plus porté que prévu sur de nouveaux raccordements (densification) que sur des extensions à de nouveaux quartiers. Le coût des nouveaux raccordements étant à la charge du client et les dépenses pour l'extension du réseau ayant été réduites, les crédits d'extensions ordinaires 2006 permettaient d'absorber l'investissement de 725'000 francs nécessaire au financement des deux stations de remplissage à réaliser cette année encore.

Pour assurer le parallélisme du traitement de la troisième station GNC avec les deux premières, la Municipalité l'a incluse dans le présent préavis, sans modifications du plan des investissements. Il s'agit d'équiper la future station BP à la Blécherette. Le coût de cette réalisation est le suivant :

Station GNC de la Blécherette	
Investissement	375'000.-
Subvention Gaznat	-90'000.-
Total	285'000.-

La subvention de Gaznat sera portée en amortissement du présent préavis par le biais des recettes d'investissement.

Service de l'électricité

Réseaux de distribution

Réseau de Lausanne

- Entretien et remplacement du réseau moyenne et basse tensions	525'000.-	
- Achat et remplacement de compteurs	600'000.-	
- Extension et remplacement du réseau de l'éclairage public	800'000.-	1'925'000.-

Des recettes d'investissement (finances d'équipement) seront facturées en 2007 pour un montant estimé à un million de francs et portées en amortissement. Toutefois, le montant des intérêts intercalaires calculés sur cette somme s'élève à 25'000 francs et viendra en diminution de charge .....

-25'000.-

Total .....

1'900'000.-

(Le total ci-dessus comprend des intérêts intercalaires et des frais de personnel pour 315'000 francs.)

La forte diminution du montant attribué au service de l'électricité par rapport aux années précédentes est due au fait que désormais seuls les avaries, les compteurs et l'éclairage public sont pris en charge par le présent préavis. En effet, afin d'améliorer la planification, le remplacement et l'extension du réseau électrique seront financés par des préavis distincts, dont les premiers porteront sur la période 2007-2016. Votre Conseil a déjà accepté ce principe en votant le préavis d'intention 2005/84 du

1^{er} décembre 2005 intitulé « Plan de renouvellement du réseau de distribution électrique du Service de l'électricité de Lausanne (SEL). Planification des investissements. Préavis d'intention ».

Service du Multimédia

Développement du réseau, raccordements du télé-réseau et télécom

1'900'000.-

Des recettes d'investissement (participations des propriétaires) seront facturées en 2007 pour un montant estimé à 500'000 francs et portées en amortissement.

Les investissements détaillés ci-dessus permettront au secteur du gaz et au secteur du chauffage à distance d'augmenter leurs ventes annuelles respectivement de 11'500 et 24'000 MWh. Le service du multimédia, pour sa part, en retirera des recettes annuelles supplémentaires de 510'000 francs.

Selon la demande de la Commission permanente des finances dans son rapport d'examen du préavis des extensions ordinaires de 1998, nous présentons ci-dessous la répartition des dépenses selon les critères du développement des réseaux et de leur entretien.

	Réseau de distribution du gaz	Réseau du chauffage à distance	Réseau de distribution de l'électricité	Multimédia	Total
Développement des infrastructures	2'340'000.-	4'900'000.-		1'900'000.-	9'140'000.-
Entretien des infrastructures	6'160'000.-	1'100'000.-	1'900'000.-		9'160'000.-
Total	8'500'000.-	6'000'000.-	1'900'000.-	1'900'000.-	18'300'000.-
Recettes d'investissement attendues	90'000.-	.-	1'000'000.-	500'000.-	1'590'000.-

5. Plan des investissements

Le montant du crédit nécessaire à la réalisation de ces extensions figure au plan des investissements pour les années 2007 et 2008 pour un montant de 18'300'000 francs.

6. Conséquences sur le budget

Nous donnons ci-dessous les bénéfices attendus des investissements après complète réalisation, avec un coût des avances faites par la Commune de 5%.

	Réseau de distribution du gaz	Réseau du chauffage à distance	Réseau de distribution de l'électricité	Multimédia	Total
Taux d'amortissement	3,5%	10%	3,3 – 5,0%	100%	
<u>Développement des infrastructures</u>					
Marge annuelle brute supplémentaire	540'000.-	1'008'000.-	.-	510'000.-	2'058'000.-
Charges financières constantes	-136'000.-	-612'000.-	.-	¹ .-	-748'000.-
Résultat sur développement	404'000.-	396'000.-	.-	510'000.-	1'310'000.-
<u>Entretien des infrastructures</u>					
Charges financières constantes	-359'000.-	-138'000.-	-54'000.-	.-	-551'000.-
Total	45'000.-	258'000.-	-54'000.-	510'000.-	759'000.-

¹ L'amortissement des dépenses prévues du Multimédia de 1,4 millions de francs sera fait dans l'année où celles-ci seront effectuées. Pour cette raison, plus aucune charge financière n'apparaît durant l'exploitation du réseau.

7. Conclusions

Fondée sur ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis n° 2006/58 de la Municipalité du 19 octobre 2006 ;

ouï le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire ;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 18'300'000 francs pour couvrir, durant l'exercice 2007, les frais de remplacement et d'extension des différents réseaux des services, somme à porter au débit des comptes suivants du bilan :

Réseaux du service du gaz et du chauffage à distance	14'500'000.-
Réseaux du service de l'électricité	1'900'000.-
Réseau du service multimédia	1'900'000.-
Total	18'300'000.-

2. d'autoriser la Municipalité à calculer et enregistrer en fonction des dépenses réelles les charges d'intérêts et d'amortissements ainsi que les prestations de personnel internes relatives à ces investissements.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :
Daniel Brélaz

Le secrétaire :
François Pasche